

IDÉES

« Mieux vaudrait laisser les gouvernements libres de tenter les politiques de leur choix »

TRIBUNE

Jean Pisani-Ferry

commissaire général de France Stratégie

Selon l'économiste Jean Pisani-Ferry, l'Union européenne doit accepter les aspirations légitimes à des politiques disparates, tout se prémunissant contre la contagion de leur corollaire : la possibilité d'une faillite souveraine.

Publié le 09 juin 2018 à 11h32 - Mis à jour le 09 juin 2018 à 11h39 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



ALE+ALE

Tribune. La nouvelle coalition italienne a été élue sur un programme pour le moins risqué, qui combine les baisses d'impôts promises par la Ligue aux petits entrepreneurs du Nord et les dépenses sociales promises par le Mouvement 5 Étoiles aux déshérités du Sud. Sur la base d'évaluations indépendantes, le total de ces engagements dépasserait 100 milliards d'euros par an, soit plus de 6 % du produit intérieur brut. Pour un pays dont la dette publique dépasse déjà 130 % du PIB, ce serait pour le moins aventureux.

Compte tenu de ses faibles marges de manœuvre, le gouvernement Conte a déjà commencé à réviser ses plans. Mais il y a peu de chances qu'il veuille le faire dans une mesure suffisante pour éviter l'infraction aux règles budgétaires européennes. Si les partis anti-système sont convaincus d'une chose, c'est qu'ils ne doivent pas jouer les élèves sages.

Il faut donc nous préparer à une épreuve de force entre ce que prescrivent les règles et ce qui a été promis au peuple, entre la légitimité du droit et celle du vote. Ce n'est pas la première fois. François Hollande, en 2012, avait affirmé vouloir réviser le traité budgétaire, avant de se contenter d'un compromis sans contenu. Alexis Tsípras, en 2015, avait été élu sur un programme de changement radical, mais la dépendance financière de la Grèce a eu raison de sa résistance. Si la confrontation est cette fois probable, c'est d'abord parce que le climat politique a changé, et que ce qu'on appelle le populisme a le vent en poupe. Ensuite, il est difficile de plaider pour le statu quo dans un pays où le revenu par tête n'a pas augmenté depuis vingt ans. Enfin, l'Italie est un grand pays et ses dirigeants estiment disposer d'un pouvoir de négociation.

Paternalisme dangereux

La stratégie économique de la coalition Ligue-5 étoiles fait question. Certes l'Italie a besoin de croissance et non d'austérité, mais c'est moins un choc de demande qu'un choc d'offre qu'il faut lui administrer, moins une expansion keynésienne qu'un investissement dans les compétences et dans la gestion des entreprises, en vue de réveiller une productivité assoupie.

Lire aussi | [L'Europe s'inquiète pour l'Italie, les marchés tremblent](#)

On saura bientôt quelles sont les vraies priorités de la nouvelle équipe. Mais quoi qu'il en soit, les peuples ont le droit de faire des erreurs. Et ils sont aujourd'hui d'autant plus enclins à faire usage de cette liberté que la réputation de compétence des partis traditionnels a été mise à bas par la crise financière globale et celle de la zone euro.

Quelles conséquences faut-il en tirer ? Dans l'immédiat, il faut aider l'Italie à sortir de ses problèmes par le haut, en s'attaquant à un dualisme qui voit coexister un réseau d'entreprises de premier niveau mondial et un tissu d'autres, plus petites, qui sont dangereusement en retard sur leurs homologues allemandes ou françaises. Les outils financiers européens disponibles peuvent être utilisés à cette fin, et le budget d'investissement dont il est question pour la zone euro trouvera vite à s'employer si l'on obtient un consensus pour le créer.

Mais il faut aussi réfléchir, pour l'avenir, aux règles du jeu communes. Depuis vingt ans, les institutions européennes jouent les maîtresses d'école avec les gouvernements : elles sermonnent, interdisent, complimentent et protègent. Au fil des ans, le système de surveillance budgétaire sur lequel elles s'appuient est devenu d'une complexité telle que seule une poignée de techniciens en maîtrisent les arcanes. À la manière de préfets apostoliques, eux seuls peuvent préciser ce qui est autorisé, toléré ou prohibé.

Tant qu'il y avait consensus sur les politiques souhaitables, ce paternalisme technocratique pouvait se défendre. Dans un contexte de révolte contre l'ordre économique établi, il est devenu politiquement dangereux. Un conflit avec Bruxelles sur l'application des règles du Pacte de stabilité offrirait à Matteo Salvini, le dirigeant de la Ligue, ou à tel ou tel autre eurosceptique européen, une occasion rêvée de transformer du plomb bureaucratique en or électoral.

Permettre aux gouvernements de prendre des risques

Mieux vaudrait donc un système qui tienne la bride moins serrée aux Etats et, tant que les gouvernements peuvent convaincre des prêteurs de leur faire crédit, les laisse libres de tenter les politiques de leur choix. Cela suppose, évidemment, que ces prêteurs en supportent pleinement le risque, et n'attendent pas des pays partenaires qu'ils prennent demain ces dettes à leur charge. Il y a en effet deux régimes polaires dans une union monétaire : l'un qui combine discipline et solidarité collectives, dont l'aboutissement ultime est la garantie mutuelle des dettes ; et l'autre, qui repose

davantage sur la responsabilité individuelle des Etats, dont la logique conduit à accepter la possibilité de faillites souveraines. Les conditions politiques auxquelles nous faisons face, durablement sans doute, conduisent à faire chemin du premier vers le second.

Il ne s'agit pas de punir les gouvernements, ou de demander aux marchés de discipliner les électeurs, comme l'a maladroitement laissé entendre le Commissaire Öttinger. Il ne s'agit pas plus de confier la gestion des surendettements souverains à on ne sait quel mécanisme automatique. Mais il faut permettre aux gouvernements de prendre des risques, et en contrepartie les rendre davantage responsables leurs actes. Cela suppose de minimiser l'onde de choc potentielle d'une restructuration souveraine, en achevant la déconnexion entre banques et Etats (c'est-à-dire en menant à son terme l'union bancaire) et en mettant en place des filets de liquidité pour éviter à des Etats solvables d'être soumis aux foudres du marché.

Cela suppose enfin la plus grande clarté sur la préservation de la zone euro : plus celle-ci saura accommoder les disparités en son sein, plus elle sera capable de résoudre des crises souveraines, et plus elle sera à l'abri du danger d'une dislocation. Pousser les pays indisciplinés vers la sortie, ou simplement laisser faire, ce serait faire prendre à tous un risque de premier plan. Il nous faut une union monétaire plus souple, mais aussi plus résistante.

¶ **Jean Pisani-Ferry** est professeur d'économie à Sciences Po, à la Hertie School de Berlin et à l'Institut universitaire européen de Florence.

Nos tribunes sur la gouvernance de la zone euro

Plutôt que de risquer l'éclatement à chaque crise, la zone euro ne devrait-elle pas changer de cadre pour admettre enfin sa diversité politique ?

L'économiste Jean Pisany-Ferry : « Mieux vaudrait laisser les gouvernements libres de tenter les politiques de leur choix »

Les géographes Sylvain Kahn et Jacques Lévy : « Le budget européen a en réalité de quoi réjouir les progressistes »

L'économiste belge Paul De Grauwe : « La zone euro a une gouvernance insoutenable »

L'économiste Paul-Adrien Hyppolite : « Créons un livret d'intérêt général européen proposé aux épargnants dans toutes les banques de la zone euro »

Jean Pisani-Ferry (commissaire général de France Stratégie)